



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## équarrissage

Question écrite n° 99626

### Texte de la question

M. Kléber Mesquida souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur l'annonce de la nouvelle augmentation de la taxe d'abattage destinée au financement du service public de l'équarrissage (SPE) dont la mission est d'assurer l'enlèvement et la destruction des animaux morts dans les élevages. Cette augmentation semble être due principalement à la communion de deux facteurs : la difficulté de maîtrise de la gestion de ce service et la diminution de la contribution de l'État. La gestion devant être confiée prochainement à l'Office de l'élevage afin d'établir des coûts réels avec précision, il serait vraisemblablement intéressant d'attendre les premiers résultats. En ce qui concerne la contribution de l'État, alors que la charge va augmenter de 10 à 20 %, l'allocation sera amputée de dix millions d'euros au financement du SPE. Alors que la santé et la sécurité des consommateurs sont assurées par les mesures prises en abattoir au-delà de celles préconisées dans les autres pays de l'Union ; que le système de dépistage et d'élimination organisé en France semble aujourd'hui surdimensionné ; que l'analyse des données économiques disponibles fait apparaître un coût (2005) de quatre millions d'euros par animal détecté positif (douze cas avérés en abattoir en 2005), et qu'en 2006, les premiers mois de l'année permettent de prévoir au moins un doublement de ces coûts (un cas déclaré avril 2006), il semble que ces mesures et les coûts qu'elles induisent sont extrêmes. Par ailleurs elles ne s'imposent pas aux partenaires européens qui peuvent mettre sur le marché français des produits interdits à nos entreprises. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend mettre en place pour que les filières de transformation des produits animaux, qui vont de crise en crise depuis plusieurs années, puissent retrouver un équilibre, sans subir des pressions fiscales fortes imposées par les pouvoirs publics.

### Texte de la réponse

Le service public de l'équarrissage (SPE), créé en 1996 pour répondre à une situation de crise sanitaire consécutive à l'émergence de l'encéphalite spongiforme bovine, a traversé depuis 2003 une longue période de réforme. À la suite de la publication de lignes directrices communautaires sur les aides d'État en 2004, le financement de ce service entre l'État, les filières viandes et les éleveurs a été réorganisé. La taxe d'abattage représente la contribution de la filière. Avec l'adoption de la loi sur le développement des territoires ruraux, le domaine d'intervention de ce service public a été ramené aux seuls cadavres d'animaux d'élevage et à ceux dont l'élimination relève de l'intérêt général. Cette réduction substantielle de son périmètre a permis la contractualisation directe entre les industries des viandes et les équarrisseurs. Elle s'est traduite, en moyenne, par une baisse de 25 % du coût des prestations d'élimination des déchets appliqué aux abattoirs. Enfin, la dernière phase de cette réforme vient d'aboutir avec la passation des marchés publics de l'équarrissage. Cette démarche, initiée en juin 2005, a conduit les services à traiter deux marchés nationaux, dont le second a nécessité plusieurs phases de négociation. Cet appel d'offres n'a pas permis de modifier substantiellement le paysage de l'équarrissage national qui se répartit toujours le territoire entre un nombre limité d'opérateurs nationaux, aucun partenaire européen ne s'étant manifesté. Cette situation se traduit par un prix global du service estimé à 154 MEUR pour 437 000 tonnes de cadavres traités annuellement, plus élevé que le coût actuel imposé par le régime de réquisition dont les augmentations restaient contenues depuis 2002, date de leur

généralisation. Toutefois, il est important de rappeler que le marché est la norme dans le domaine de l'achat public, les réquisitions ne constituant pas une solution juridiquement acceptable au plan national comme communautaire. Cette charge sera financée par une participation de l'État en hausse de 36 % portant celle-ci à 60 MEUR, par la contribution des éleveurs de porcs et de volailles à hauteur de 4 MEUR et par le produit de la taxe d'abattage, en hausse de 25 %, pour porter sa recette à 90 MEUR. Le SPE est ainsi financé de façon équilibrée. Par ailleurs, et comme prévu et annoncé au cours des débats du printemps dernier, l'office de l'élevage est gestionnaire et organisme payeur du service public de l'équarrissage depuis le 17 juillet 2006, date du début d'exécution des marchés. La gestion de ce marché public à l'office de l'élevage doit permettre de disposer de la transparence nécessaire pour préparer l'avenir. Ainsi, l'office de l'élevage sera-t-il le lieu privilégié du débat qui doit s'instaurer entre les secteurs de l'élevage, de l'abattage et de l'équarrissage afin que l'organisation de ce service s'améliore et qu'éventuellement une alternative à celui-ci, aussi fiable sur un plan sanitaire, puisse être conçue et, le cas échéant, proposée au Parlement.

## Données clés

**Auteur :** [M. Kléber Mesquida](#)

**Circonscription :** Hérault (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 99626

**Rubrique :** Agroalimentaire

**Ministère interrogé :** agriculture et pêche

**Ministère attributaire :** agriculture et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 11 juillet 2006, page 7171

**Réponse publiée le :** 19 septembre 2006, page 9802